Les raisons d'un engagement

Claire Delaroche

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/danse/1841>

DOI : 10.4000/danse.1841

ISSN : 2275-2293

Éditeur

ACD - Association des Chercheurs en Danse

Référence électronique

Claire Delaroche, « Les raisons d'un engagement », *Recherches en danse* [En ligne], Entretiens, mis en ligne le 18 juin 2018, consulté le 15 novembre 2019. URL : <http://journals.openedition.org/danse/1841> ; DOI : 10.4000/danse.1841

Ce document a été généré automatiquement le 15 novembre 2019.

association des Chercheurs en Danse

Les raisons d'un engagement

Claire Delaroche

NOTE DE L'ÉDITEUR

Initialement paru dans l'ouvrage de Sylviane Pagès, Mélanie Papin et Guillaume Sintès (dir.), *Danser en Mai 68. Premiers éléments* (Paris, micadanses/Université Paris 8, 2014, p. 28-33), ce témoignage est réédité avec l'aimable autorisation de son auteur dans le cadre du cinquantenaire de Mai 68.

NOTE DE L'AUTEUR

La Bibliothèque nationale de France conserve sous forme de recueil (reproduit sur microfiches) un fonds important de tracts collectés en mai-juin 1968 (plus de 10 000 pièces). Voici la référence : <http://catalogue.bnf.fr/ark:/12148/cb366840403/PUBLIC>. Ces documents sont classés de façon systématique. Un guide, qui comporte un index par nom d'émetteur de tracts, permet de retrouver dans le classement les documents souhaités. En consultant ce guide : <http://catalogue.bnf.fr/ark:/12148/cb366306920/PUBLIC>. Les tracts émanant du Comité d'Action de la Danse portent les numéros 2 819 à 2 828, et se trouvent sur la microfiche no 122. Le Centre d'Histoire Sociale (<http://histoire-sociale1.univ-paris1.fr>) conserve également des archives sur Mai 68. Voici un lien vers un bulletin en ligne du CHS : <http://histoire-sociale1.univ-paris1.fr/Bulletin/CHS%20bulletin%2031,%202008,%20p.103-120.pdf>. On y trouve une description du fonds et à la page 115, une mention concernant le Comité d'Action de la Danse.

- 1 L'entrée des forces de police à l'intérieur de la Sorbonne, au début du mois de mai, pour évacuer les étudiants en grève, nous a entraînés, mon compagnon Vincent Kaldor et moi, dans la rue. Nous avons rejoint les rangs de la contestation, comme beaucoup de gens scandalisés par cette intrusion de la police dans l'un des temples du savoir.
- 2 Nous avons d'abord fréquenté la rue et participé aux manifestations¹. Puis, de nouveau la Sorbonne et d'autres universités ont été occupées et sont devenues des centres de

l'organisation estudiantine. Elles se sont ouvertes à la population dans son ensemble. Nous y étions.

- 3 D'autres secteurs sont aussi entrés en lutte, le monde du travail, le monde ouvrier, puis, plus marginal, le monde de la culture après qu'une délégation de la Sorbonne – le CRAC (Comité Révolutionnaire d'Agitation Culturelle) – eut investi et occupé l'Odéon, Théâtre de France. Les artistes du spectacle vivant, ceux du verbe, les « théâtraux » comme nous les appelions, ont commencé à se mobiliser : il y eut chaque soir de grands rassemblements émaillés de prises de parole, de grandes envolées lyriques, de happenings.
- 4 Vers la mi-mai, nous qui travaillions avec des chorégraphes contemporains, Vincent Kaldor avec Karin Waehner, moi-même avec Françoise et Dominique Dupuy, alors que nous venions de rencontrer Roland Zeitoun et son amie Catherine, danseuse chez Félix Blaska, c'est à ce moment que nous avons créé le Comité d'Action de la Danse (CAD) en droite ligne du CRAC de la Sorbonne.
- 5 Les comités d'action s'étaient créés dans divers milieux, professionnels ou géographiques, par exemple dans les quartiers de Paris. Leur existence était forte des qualités imaginatives de ceux qui les animaient, leur fonction était aussi organisationnelle et ils constituaient des sortes de pôles de liaison entre eux et avec les Comités révolutionnaires qui siégeaient dans les facultés, la Sorbonne, Nanterre, Censier, Michelet, c'est-à-dire l'Institut d'Art et d'Archéologie qui est devenu le pôle du CAD, notre « siège social ».

Mobiliser les danseurs

- 6 Les premiers initiateurs de ce CAD n'étaient pas des artistes, mais des professionnels du spectacle et, surtout, des militants politiques – bien que n'appartenant à aucun parti –, ce que nous avons toujours été grâce à notre culture familiale.
- 7 Très vite notre action est devenue pragmatique. Nous étions animés par notre engagement intellectuel et professionnel pour la danse contemporaine, notre connaissance du milieu. Nous étions indignés par ce qui correspondait pour nous à une grande misère sociale, celle des danseurs, en général, que nous considérions être les prolétaires de l'art, en tout cas ceux dont le travail était le moins reconnu, ceux qui étaient les plus exploités et des gens qui ne bénéficiaient d'aucun statut. Une seule compagnie, Les Ballets modernes de Paris de Françoise et Dominique Dupuy, assurait un emploi permanent à quelques danseurs depuis quelques années (ainsi qu'à moi-même).
- 8 Dès le début de l'existence du CAD, nous avons travaillé à mobiliser les danseurs et les chorégraphes par de nombreux tracts. Ils étaient diffusés partout où nous pouvions trouver des interlocuteurs concernés : à l'Odéon où les « théâtraux » étaient en majorité, dans les cours de danse, au Conservatoire, à l'Opéra Garnier.
- 9 À l'occasion d'une soirée de ballets, nous avons investi, à plusieurs, le tout dernier niveau de la salle de spectacle de l'Opéra Garnier². Au moment des saluts ou de l'entracte, nous avons jeté en pluie sur les spectateurs, et sur la scène pour les danseurs, des multitudes de tracts invitant les danseurs à nous rejoindre et à se mettre en grève.

- 10 Dès le 18 mai, une première réunion regroupait pour la première fois des danseurs de toutes disciplines, aussi bien les contemporains que les classiques. Parmi eux, et de mémoire, je peux citer parmi les plus actifs Anne-Marie Reynaud, Catherine Atlani, Brigitte Lefèvre, Jacques Garnier, Serge Keuten, et j'en oublie beaucoup, qu'ils me pardonnent (s'ils m'entendent).
- 11 Dès les premières réunions, il nous a semblé important d'informer les danseurs de la nécessité de s'insérer dans le contexte et les événements. Pour les convaincre, le 22 mai, nous écrivions : « Favorisée par le mouvement révolutionnaire des étudiants et des ouvriers, l'occasion nous est donnée de faire naître socialement la danse³ ».

Le travail des commissions

- 12 Très vite des commissions se sont mises en place. Certaines s'étaient chargées d'étudier une nouvelle structuration de l'enseignement de la danse, d'autres s'intéressaient à la décentralisation, d'autres travaillaient sur la création d'un département chorégraphique à la télévision.
- 13 Lors d'une réunion, le 28 mai au Petit Odéon, nous faisons l'inventaire de nos principales contestations concernant la situation de la danse en France. Entre autres :
- la danse est considérée jusqu'à ce jour comme un simple divertissement superficiel ;
 - le monde de la danse est trop coupé des réalités et de la société, elle n'apporte donc rien au public ;
 - il apparaissait nécessaire qu'il y ait une formation du public conjointement à celle des danseurs.
- 14 Il était évident, cependant, que les danseurs pouvaient trouver leur place dans la dynamique révolutionnaire, qu'ils y participaient en contestant l'état actuel de leur discipline artistique. Il était donc urgent de transformer totalement les structures en s'attaquant en premier à la qualité de l'enseignement chorégraphique, mais aussi de réfléchir à une amélioration de l'enseignement de la culture générale, indispensable à chacun d'entre nous, pour pouvoir s'exprimer.
- 15 Les deux réunions suivantes, le 31 mai au Petit Odéon et le 2 juin à la Sorbonne, ont été plus spécifiquement orientées vers les questions de l'enseignement.
- 16 Le 31 mai, les participants développaient trois idées :
1. il devenait important d'introduire l'enseignement de la danse dans les établissements scolaires, primaires et secondaires ;
 2. nous envisagions la formation d'une section danse dans un département d'Art (à créer dans l'université) ;
 3. nous devons nous orienter vers un système valable permettant de favoriser la diffusion de la danse dans la société.
- 17 Le 2 juin, plus de 200 danseurs étaient réunis à la Sorbonne, dont beaucoup de l'Opéra. À l'ordre du jour, différents points furent abordés⁴ :
1. ils constatèrent que l'enseignement classique était figé et donc menacé de ne plus évoluer sans remise en cause profonde ;
 2. ils introduisaient la notion de veiller à ce que les apprentis danseurs bénéficient d'une parfaite forme physique au début de la formation ;

3. ils voulaient que soit opéré un contrôle médical sérieux et régulier tout au long de l'enseignement.

Un avant-projet de réforme

- 18 Je n'ai, malheureusement, retrouvé que très peu de documents. Je me souviens qu'il y avait une permanence, tous les jours et parfois tard dans la nuit, à l'Institut d'Art et d'Archéologie. J'ai lu qu'il y avait des réunions quasiment tous les jours, des votes réguliers de façon à ce que chacun soit consulté et concerné. Les commissions avaient beaucoup travaillé et, en juin, nous avions abouti à la rédaction d'un avant-projet de réforme de l'enseignement de la danse.

Cet avant-projet dont nous disions qu'il était certes critiquable, comprenait quatre parties :

Le bilan de l'enseignement

- 19 Dans les organismes d'État étaient soulignées : l'insuffisance des cours, l'inexistence d'un enseignement général adapté (pas d'histoire de la danse, pas de culture musicale, aucune connaissance d'anatomie). Rien n'était prévu pour permettre le « recyclage » des danseurs, il n'existait pas de formation spécifique pour les enseignants, en particulier aucune formation pédagogique, etc.

Dans les cours privés, on remarquait, en plus, le coût des études et la grande disparité de qualification des enseignants.

Les danseurs des deux milieux ne bénéficiaient d'aucun statut.

Principes de base de la réforme

Il s'agissait de rompre avec l'isolement de la danse et aussi un certain anachronisme.

- 20 L'introduction de l'enseignement de la danse dans l'Éducation nationale, à tous les niveaux, primaire, secondaire et universitaire, devait permettre l'accès de tous à la danse et, principe très actuel aujourd'hui dans toutes les disciplines artistiques, la sensibilisation d'un futur public.
- 21 Plus spécifiquement, la formation professionnelle et la prise en compte du nécessaire recyclage pour les danseurs ne pouvant plus danser, s'appuieraient sur des Lycées d'Art dans les métropoles régionales, de départements nationaux de la danse, autogérés dans les universités, d'un centre international de la danse chargé de la recherche en liaison avec les autres disciplines artistiques.

Principes d'enseignement

- 22 L'enseignement devait, dès lors, être essentiellement fondé sur le dialogue permanent : l'enseigné aurait une participation active à tous les niveaux de l'enseignement et des échanges avec les professeurs, les techniciens, la société en général.

Buts du département de la danse

- 23 Outre la formation des danseurs, le département de la danse intégrait la formation des futurs enseignants. On insistait sur les notions de responsabilisation des danseurs, leur intégration dans la vie économique et sociale, leur adaptation à l'évolution artistique, scientifique, technique. En un mot nous voulions faire du danseur un être social et pas seulement un être inspiré.

L'avant-projet est ensuite extrêmement détaillé sans être définitif ni exhaustif. Il a fait l'objet d'un examen et d'un vote en assemblée générale le 13 juin.

- 24 En dehors de toutes nos palabres et discussions, parfois orageuses et conflictuelles, ont également été organisés des cours de danse gratuits, au Conservatoire notamment, pendant les périodes de la grève. Les danseurs sont seuls susceptibles d'y faire référence.
- 25 Il y avait un projet de participer à diverses réunions prévues pendant l'été auxquelles le CAD envisageait d'être présent pour nous permettre de faire avancer notre projet de réforme, notamment à l'AG de l'UNEF⁵ à Grenoble vers le 7 juillet, puis aux forums prévus pendant le Festival d'Avignon.
- 26 Mais tout s'est un peu délité. À l'Odéon, c'était vite devenu le bazar, à Censier, où le Comité d'action de l'Institut d'Études Théâtrales avait les mêmes préoccupations que nous et avec qui nous étions en relation, les bâtiments sont peu à peu investis par des individus peu recommandables. Dans la société civile, tout rentre dans l'ordre. Les grèves se terminent, l'essence revient, les élections se profilent, la droite s'organise, les bagarres d'influence se mènent à gauche entre la FGDS⁶ (l'actuel PS), le PCF et le PSU⁷ (nouvellement créé) ; ce grand moment de passion politique et sociale s'éteint⁸.

Conclusion

- 27 Les grands bouleversements de 1968 n'ont pas laissé tant de traces que cela en danse. La plus grande vertu de ces événements aura été de donner la parole à tout le monde, à celles et ceux qui ont osé la prendre. C'est ce qui a été assez remarquable dans le milieu de la danse, car les danseurs ont pris la parole pour la première fois. Plus de quarante ans après, il me semble que nos sociétés sont en péril : les dénis de démocratie, y compris en Europe, sont avérés, mais peu de citoyens en sont conscients car il y a aujourd'hui un grand désinvestissement affectif et idéologique de la politique. Enfin, demeure une question : que reste-t-il de Mai 68 dans la danse ?

NOTES

1. À partir de début mai, nous avons participé à toutes les manifestations, parfois dans un tel état de stupeur que la peur ne nous atteignait pas. Nous étions inconscients. Ceci pour faire part de l'ambiance.
2. Nous avons acheté les billets les moins chers. À l'époque on ne pouvait pas rentrer à l'Opéra habillé n'importe comment : les garçons avaient mis des cravates, les filles avaient quitté les jeans pour des robes. Nous étions une bonne vingtaine.
3. Toutes les citations et les dates sont extraites de documents répertoriés à la BnF et au Centre d'histoire sociale.
4. Cette séance critique de l'enseignement de la danse classique a été suivie ultérieurement d'une même réunion concernant l'enseignement de la danse contemporaine, mais je n'ai retrouvé aucun document à ce propos.
5. Union Nationale des Étudiants de France, fondée en 1907.

6. Fédération de la gauche démocrate et socialiste, organisation de rassemblement des gauches entre 1965 et 1968.

7. Parti socialiste unifié.

8. Les partis révolutionnaires à l'époque ne sont pas parties prenantes des élections, ni légitimistes : le mot d'ordre dans ces rangs-là est plutôt « élection piège à c... ».

AUTEUR

CLAIRE DELAROCHE

« J'ai toujours travaillé *pour et dans* la création artistique, c'est en tout cas ce qui m'a animée et motivée. Dans ces années 1964/1968, j'étais secrétaire générale des Ballets modernes de Paris et du Festival de danse des Baux-de-Provence, avec Françoise et Dominique Dupuy. Puis, journaliste dans l'aménagement du territoire pendant quelques années, j'ai ensuite été déléguée générale de l'Année Romane en Poitou-Charentes et Vendée, opération de promotion culturelle et touristique. Après une expérience comme directrice de Maison des Jeunes et de la Culture dans la banlieue parisienne, j'ai rejoint l'équipe de *Oui Avec Plaisir*, au Théâtre de Poitiers avec Bernard Fleury, comme médiatrice culturelle [...]. Durant mes quinze années d'activités, j'ai été administratrice de jeunes compagnies théâtrales et, à partir de 1995, de la Compagnie Quartier Nord, ainsi que de la Maison du Théâtre et de la Danse d'Épinay-sur-Seine, avec Nadine Varoutsikos. » Septembre 2014.